

Journal du Lot

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi.

10 fr. par AN

HORS DU DÉPARTEMENT : 12 francs par an.

Les abonnements se paient d'avance. — Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction et Administration

CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUSSLANT, Directeur.

L'Agence HAVAS, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 34, et Place de la Bourse, n° 8, est seule chargée, à Paris, de recevoir les annonces pour le Journal.

PUBLICITÉ

ANNONCES (la ligne)..... 25 cent.
RÉCLAMES — 50 —

La publication des Annonces légales et judiciaires de tout département est facultative dans le Journal du Lot.

OU ÉTAIENT-ILS ?

Tous ceux qui ont assisté à la séance de lundi, écrit M. Raymond dans le *Petit Bleu*, à quelque opinion qu'ils appartiennent, en sont sortis péniblement impressionnés. Cette Chambre désemparée, sans chefs autorisés pouvant lui servir de boussole, hurlant au hasard et incapable d'écouter, donnait le spectacle le plus lamentable.

Comme on cherchait sur ces bancs les anciens parlementaires ! ceux qui ont été l'honneur de la tribune et l'honneur du pays ! Ah certes, ceux-là ont quelquefois subi des échecs, ils se sont trouvés en minorité, mais du moins ils luttèrent courageusement pour leurs idées, ils défendaient des principes et cherchaient à augmenter le nombre de leurs partisans soit par une dialectique serrée, soit par des mouvements d'éloquence qui attestaient une conviction profonde et sincère, une foi qui ne se laissait ébranler par rien.

Où étaient-ils, lundi ? Du côté de l'opposition, on n'a trouvé à mettre en avant que MM. Ernest Roche, Mirman et Julien Goujon, dans une bataille où on prétendait que l'honneur du pays et de la République étaient engagés. Et nous avons assisté à un ridicule papotage, à des attaques personnelles contre les membres du cabinet qu'on mettait en contradiction les uns avec les autres, sans qu'à aucun moment on ait discuté la politique du cabinet, qui pourtant devait seule être en jeu. Les citoyens qui appartiennent à l'opinion modérée, qui suivaient depuis longtemps la politique de ceux qu'on appelait autrefois les républicains de gouvernement, comptaient sur une intervention qui leur donnerait les motifs de soutenir ou de combattre le nouveau gouvernement. Pas un ne s'est levé, par prudence ou par faiblesse. Et on s'étonne ensuite de voir le pays s'éloigner peu à peu d'hommes qui s'abandonnent ainsi ! Il jugera sévèrement cette attitude, mais il saluera avec respect les deux vieux parlementaires qui, appartenant à des opinions différentes, se sont rencontrés hier dans une pensée commune pour défendre la République, et qui, du moins, ont conservé les vieilles traditions qui faisaient du Parlement un lieu où on discutait souvent avec ardeur, mais où on discutait librement au lieu de s'injurier, comme on le fait maintenant, ce qui donne à la Chambre l'aspect d'une réunion publique.

M. Waldéck-Rousseau et M. Brisson ont eu les honneurs de la journée, et devant le pays il ne restera, de cette séance tumultueuse, que les quelques paroles serrées et logiques de M. le président du conseil exposant et défendant sa politique et la harangue enflammée, ardente, sincère et convaincue de M. Henri Brisson.

On a trouvé qu'ils détonnaient. Ah ! certes, et fort heureusement. Nous avons eu un instant l'illusion que nous revenions aux beaux jours du parlementarisme. La vérité est tellement forte, elle s'impose tellement, la netteté et la droiture sont des qualités si éminemment françaises que, même dans cette Chambre, elles ont eu raison non seulement des brailards, mais des silencieux qui se croyaient des habiles, parce qu'ils

espéraient qu'il suffirait de leurs votes pour renverser le cabinet sans qu'ils aient à se compromettre.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 27 Juin 1899

Les nationalistes s'efforcent aujourd'hui encore de faire du boucan : M. Déroulède dépose une proposition de loi tendant à la révision des lois constitutionnelles et tout aussitôt commence un joli tapage !

Nous ferons grâce à nos lecteurs des détails de cette discussion. Un scrutin a suffi d'ailleurs et la tentative de Déroulède a été condamnée. Il n'a réussi, comme nous le disions, qu'à soulever un tumulte assourdissant qui a occasionné une petite suspension de séance. Après quoi on est passé aux choses sérieuses : lois sur les accidents du travail et sur les octrois qui sont adoptées.

Séance jeudi.

Sénat

Séance du 27 Juin 1899

Le Sénat adopte un projet de loi accordant une récompense nationale aux militaires de la mission Marchand.

L'ordre du jour appelle ensuite la première délibération sur la proposition de loi sur la réforme des sanctions de l'enseignement :

Sur la demande du ministre, malgré le rapporteur, la question est ajournée à la première séance de rentrée.

Séance jeudi

L'affaire Dreyfus

Un Appel au Respect du Droit

On mande de Rennes :

Dans la matinée, des affiches ont été apposées sur les murs de la ville. Il s'agit d'un appel adressé par le Comité catholique de Rennes pour la Défense du Droit à la population rennaise. En voici les principaux passages :

« Dans quelques jours, vous serez juges d'une cause qui, depuis longtemps, passionne le pays. Il importe à notre justice et à notre honneur national que rien ne trouble la justice. On cherche dans cette affaire à opposer la magistrature et l'armée. Vous n'écoutez pas ceux qui diraient que notre tribunal suprême est composé d'hommes sages et vendus, qu'il a trahi son devoir à l'unanimité et foulé aux pieds la justice.

» Vous donnerez l'exemple du respect du droit et du respect des grandes forces sociales ; vous aurez confiance dans les autorités régulières civiles et militaires

» Vous n'oublierez pas que l'homme que vous jugerez est redevenu un accusé. Il a droit aux garanties qu'assurent aux accusés les droits des pays civilisés. Toute manifestation tapageuse semblerait avoir pour but de dicter leur sentence aux juges, et serait en conséquence injurieuse au conseil de guerre. »

Cette manifestation est signée d'Hervé de Kérouhant, directeur du *Soleil*, d'anciens officiers de cavalerie, de prêtres, d'avocats, etc.

A bord du « Sfax »

Le correspondant du *Matin* à Rennes a appris par le capitaine du navire américain *Gonfalonix*, que ce navire a rencontré le 19, à 20 mille du Cap Vert, le *Sfax* qui marchait à 3 ou 4 nœuds à l'heure. Le *Gonfalonix* voulut faire le tour du *Sfax*, mais un officier français lui intima l'ordre de filer au large.

Néanmoins on pouvait apercevoir Dreyfus qui se promenait à l'avant ; deux matelots le

surveillaient. Dreyfus se tenait aux bastingages, cassé, voûté, tout grisonnant, ayant l'attitude d'un homme de soixante ans. Le *Sfax* avait l'air d'attendre quelque chose. Il a fait escale quatre jours au Cap Vert. Le capitaine américain estime que le *Sfax* arrivera à Brest jeudi soir ou vendredi matin.

A Rennes

On télégraphie de Rennes au *Figaro* :

« Il n'y a en tout que sept personnes exactement renseignées sur la façon dont Dreyfus débarquera et sera conduit à la prison militaire. Il arrivera nuitamment, par un chemin qui sera barré à tout le monde, journalistes compris ; mais dès que le prisonnier sera dans sa cellule, M. Vignier, directeur de la Sûreté, nous donnera tous les renseignements nécessaires. »

Le cas du commandant Hartmann

Le *Figaro*, revenant sur une question qu'il avait posée il y a quelque temps déjà au sujet de la pression qui a été exercée à l'égard du commandant Hartmann avant et après sa déposition de la part de son colonel, demande qu'une enquête soit ouverte sur ce point, et qu'on recherche en outre si le général Deloye ne serait pas le véritable inspirateur du colonel Meert, chef du commandant Hartmann.

QUESTIONS D'ENSEIGNEMENT

Moyens de lutter contre l'enseignement congréganiste

M. Maxime Lefranc vient d'écrire dans le *Réformiste* un article très judicieux pour signaler le péril que nous fait courir l'enseignement congréganiste.

« Devant les pratiques de cet enseignement rival du sien, l'État a une conduite toute tracée.

» Il doit inviter l'Université à rayer impitoyablement de ses cadres ceux de ses membres qui professent dans des établissements libres. Pour prendre un exemple, il est inadmissible que des agrégés laïques obtiennent des congés pour aller enseigner au collège Stanislas. Les cléricaux ont trop beau jeu, s'ils empruntent à l'État, ses serviteurs pour lutter contre lui. »

Nous pourrions dire que le fait qui se produit à Paris, se renouvelle en province sous des formes diverses dans certaines villes que nous pourrions désigner.

Il existe des circulaires ministérielles qui permettent de couper court à de tels abus. Il n'y a simplement qu'à veiller strictement à leur application.

L'Université doit réagir contre la réputation qu'elle a de manquer à ses devoirs d'éducation morale. Assurément elle ne peut pas donner à ses élèves l'enseignement religieux puisqu'il n'a pas pour objet des certitudes positives ; mais elle doit charger des professeurs spéciaux de faire des cours de morale dans toutes les classes.

• L'État doit proclamer sa confiance exclusive dans son propre enseignement en supprimant pour les jeunes gens qui le suivent le baccalauréat, cet examen où une si grande part est laissée à la chance. Il serait remplacé par un diplôme que les professeurs des lycées et des collèges universitaires discerneraient eux-mêmes à ceux de leurs élèves qu'ils en jugeraient dignes à la fin de cours d'études.

» Enfin, il faut que la République exige de quiconque se présente pour occuper un de ses emplois, qu'il se soit formé dans ses établissements et n'ait appris à la hair dans

ceux du clergé. Elle le peut elle le doit. »

Si la partie de cet article où M. Lefranc demande la suppression du baccalauréat appelle certaines réserves nous ne pouvons que donner notre complète approbation à sa conclusion et le principe qu'il proclame devrait être de rigueur.

C'est dans l'intérêt du peuple tout entier et de là dépend la vie même de la République.

UN AMI DU PROGRÈS.

INFORMATIONS

Le Service de deux ans

La commission de l'armée s'est réunie hier, sous la présidence de M. Magnien. Elle a commencé l'étude de la proposition de loi de M. Rolland sur le recrutement de l'armée, et ayant pour objet la réduction à deux ans de la durée du service de l'armée active.

Le général Billot a longuement combattu la proposition.

A la prochaine séance, M. Rolland défendra son projet.

Les Facteurs de Paris

M. Millerand, ministre du commerce, qui a dans son département le service des postes et télégraphes, a reçu des facteurs de Paris une requête intéressante. Les facteurs demandent à M. Millerand de réintégrer dans leur service les facteurs et employés qui ont été révoqués à la suite de leur grève. Ils demandent, en outre, que les nominations soient, à l'avenir, faites par rang d'ancienneté et que la priorité soit accordée aux facteurs de Paris.

Un officier démissionnaire

Quelques journaux publient une lettre adressée par M. Arnal, lieutenant démissionnaire, au président de la République, disant qu'il avait démissionné pour pouvoir dire ce qu'il pensait. Il hait M. Loubet, qui est prisonnier, dit-il, des ennemis du pays ; il le méprise et ne veut plus porter le sabre pour ne pas avoir d'honneur à lui rendre.

— Si vous me poursuivez, dit-il, j'aurai pour témoins MM. de Beaurepaire et Drumont. »

— Plusieurs journaux reproduisent le bruit qui a couru hier soir, d'après lequel le lieutenant démissionnaire Arnal, auteur de la lettre à M. Loubet, qui avait été placé comme officier de réserve dans un régiment de son arme, vient d'être révoqué par le général de Galliffet, et affecté en qualité de soldat de 2^e classe à un régiment de réserve.

A ce sujet, le *Journal* dit :

C'est bien certainement la mesure disciplinaire qui le frappera, mais cette punition ne peut être prononcée que par le président de la République et sur l'avis conforme d'un conseil d'enquête.

L'affaire Giletta

Voici le jugement rendu par le tribunal de Nice contre l'espion Italien, Giletta :

« Attendu qu'il résulte des débats que le général Giletta est descendu dans un petit hôtel, rue Saint Michel et se faisait adresser sa correspondance à l'hôtel Scoffier en se donnant dans l'un et l'autre endroit une fausse qualité ;

« Que, en 1896, il est descendu trois fois à l'hôtel du Sud, sous le nom de Desanges.

